



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR

236, Boulevard du Maréchal Leclerc

CS 90008

83097 – TOULON CEDEX

**CREATION DE DEUX PLATEFORMES INTERACTIVES ET DYNAMIQUES DESTINEES A L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET
AUX ECHANGES DE FLUX ENTRE ENTREPRISES DANS LE CADRE DES PROJETS EUROPEENS «CIRCLEMED» ET
«OPEN CIRCULAR» POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3 du
code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 21 feuillets numérotés de 1 à 21.

CHAPITRE I – GENERALITES	4
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	4
CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES	6
ARTICLE 4 – PRIX	6
ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX	6
ARTICLE 6 – RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 7 – AVANCE	7
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT	8
CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION	10
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION.....	10
ARTICLE 10 - DUREE DU MARCHÉ	10
ARTICLE 11 - DUREE D’EXECUTION / DELAIS D’EXECUTION	10
ARTICLE 12 - PENALITES	11
ARTICLE 13 – CLAUSE PENALE.....	11
ARTICLE 14 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 15 - MODALITES D’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE.....	13
ARTICLE 18 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	13
CHAPITRE IV – UTILISATION DES RESULTATS	15
ARTICLE 19 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 20 – CODES SOURCES.....	15
CHAPITRE V –MAINTENANCES	16
ARTICLE 21 – MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE.....	16
ARTICLE 22 – MAINTENANCE EVOLUTIVE.....	16
CHAPITRE V – CONSTATATIONS DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE.....	17
ARTICLE 23 – CONSTATATIONS DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 24 – GARANTIES	17
CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
ARTICLE 25 – RESILIATION.....	18
ARTICLE 26 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
ARTICLE 27 – LITIGES.....	19
ARTICLE 28 – DISPOSITIONS DIVERSES	19

ARTICLE 29 : CLAUSES DE REEXAMEN.....	19
ARTICLE 30 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE.....	20
ARTICLE 31 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES.....	20
ARTICLE 32 – DEROGATIONS AU CCAG TIC.....	20

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la création de deux plateformes numériques complémentaires dédiées à l'économie circulaire, dans le cadre des projets européens CIRCLEMED et OPEN CIRCULAR. Ces plateformes ont vocation à accompagner les entreprises, collectivités et acteurs territoriaux dans leur transition vers des modèles plus circulaires et durables, à travers des outils numériques concrets, accessibles et interopérables.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché n'est pas alloté.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC),
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents,
6. Les bons de commande,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
8. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG TIC, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix forfaitaires et globaux pour la partie forfaitaire du marché et des prix unitaires pour la partie à bon de commande tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Partie forfaitaire :

Les prestations définies au CCTP seront réglées par application du prix global et forfaitaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement et à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à bons de commande :

Les prestations telles que définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°2 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°2 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les prix sont établis nets et hors taxes. En complément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, il est stipulé que les prix sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution de la prestation et supportés par le titulaire quelle qu'en soit la nature et l'objet (ex : fournitures de matière et de main d'œuvre, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, frais techniques ou autres tels que déplacements, repas, hébergement, participation à des réunions, frais de coordination, frais d'envoi de fichiers, etc.).

ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-TIC, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m_0).

Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement pour la partie forfaitaire et à l'annexe financière à l'acte d'engagement (Bordereau de prix Unitaires) pour la partie à bons de commande.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice Syntec.

5.1 MODALITES DE VARIATION DES PRIX RELATIFS AUX PRESTATIONS FORFAITAIRES

L'actualisation de prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{m_0-3}}{I_0}$$

avec :

I_0 = Valeur de l'indice de référence au mois d'établissement des prix.

I_{m_0-3} = Valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

sous réserve que le mois m_0 du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX RELATIFS AUX PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification du marché.

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

P₀ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **m₀**, soit le mois de la date limite de réception des offres.

I_n = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché.

I₀ = valeur de l'indice de référence prise au mois **m₀** (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Le coefficient de révision et d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision et d'actualisation devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

En l'absence de demande du titulaire, le bordereau de prix et le montant forfaitaire initiaux du marché resteront applicables.

ARTICLE 6 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 7 – AVANCE

L'option B de l'article 11 du CCAG -TIC s'applique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

La demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du pouvoir adjudicateur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le paiement des sommes dues s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

8.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique**, au travers de la plateforme **Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les demandes de paiement seront adressées :
CCI du Var - Siret : 188 300 016 00014

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

8.3. Délai global de paiement

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

8.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet la création de deux plateformes numériques complémentaires dédiées à l'économie circulaire, dans le cadre des projets européens CIRCLEMED et OPEN CIRCULAR. Ces plateformes ont vocation à accompagner les entreprises, collectivités et acteurs territoriaux dans leur transition vers des modèles plus circulaires et durables, à travers des outils numériques concrets, accessibles et interopérables.

Les prestations sont réalisées conformément aux caractéristiques techniques des prestations définies au CCTP.

ARTICLE 10 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification jusqu'au 31 décembre 2028.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 11 - DUREE D'EXECUTION / DELAIS D'EXECUTION

La durée d'exécution globale des prestations et les délais d'exécution sont définis comme suit :

Plateforme CIRCLENAVIGATOR

- La mise à disposition et l'intégralité de la prestation devra être achevée au plus tard 6 mois à compter de la notification du marché valant ordre de service de démarrage pour la réalisation des prestations. Le site devra être livré et mis en ligne.
- Délai intermédiaire : livraison au plus tard 3 mois à compter de la notification du marché valant ordre de service de démarrage pour la réalisation des prestations d'une première version fonctionnelle de l'outil d'aide à la décision (DST) intégré à la plateforme CIRCLENAVIGATOR en anglais.
- Cette version, destinée à une première phase de test avec les partenaires européens du projet CIRCLEMED, devra permettre l'expérimentation du parcours d'autoévaluation dans un environnement sécurisé. Elle pourra se limiter à un périmètre fonctionnel essentiel, sous réserve de stabilité, de conformité linguistique et d'utilisabilité.
- Les délais d'exécution liés à la maintenance évolutive et aux développements complémentaires sont indiqués à l'article 5 du CCTP.
- Le délai de garantie court à compter de la décision d'admission.
- La période de maintenance préventive débute à l'issue de l'admission des prestations.
- La période de maintenance corrective débute à l'issue de la période de garantie.

Plateforme CIRCLEXCHANGE

- La mise à disposition et l'intégralité de la prestation devra être achevée au plus tard 9 mois à compter de la notification du marché valant ordre de service de démarrage pour la réalisation des prestations. Le site devra être livré et mis en ligne.
- Les délais d'exécution liés à la maintenance évolutive et aux développements complémentaires sont indiqués à l'article 5 du CCTP.
- Le délai de garantie court à compter de la décision d'admission.
- La période de maintenance préventive débute à l'issue de l'admission des prestations.
- La période de maintenance corrective débute à l'issue de la période de garantie.

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations à l'issue de la vérification d'aptitude et/ou de la vérification de service régulier, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour satisfaire aux obligations du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 12 - PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article, non libératoires, s'appliquent sur décision du pouvoir adjudicateur, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas le pouvoir adjudicateur d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Désignation	Montant et mode de décompte	
Retard dans l'exécution des prestations forfaitaires	150€	Par jour calendaire de retard
Retard dans la reprise des prestations en cas d'ajournement ou de rejet des prestations à l'issue de la vérification d'aptitude et/ou de la vérification de service régulier	150€	Par jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation des prestations prévues pour la partie à bons de commande du marché	50€	Par jour calendaire de retard
<u>Retard maintenance corrective :</u>		
Pour une anomalie bloquante	100 €	Par jour ouvré de retard
Pour une anomalie majeure	80€	Par jour ouvré de retard
Pour une anomalie mineure	50€	Par jour ouvré de retard
Retard dans la restitution des documents prévus au marché	80€	Par jour calendaire de retard
Non-respect de la protection des données à caractère personnel (RGPD) et des données à caractère confidentiel	1 000 €	Par constat

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée. Ces pénalités seront déduites du montant que le pouvoir adjudicateur s'est engagé à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché

ARTICLE 13 – CLAUSE PENALE

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 12, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision du pouvoir adjudicateur, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le pouvoir adjudicateur de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 25-1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5%

du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que le pouvoir adjudicateur s'est engagé à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le service émetteur du besoin enverra une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques.

Tous les supports écrits pourront être utilisés : mail, courrier.

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet.

Les bons de commande précisent la nature des prestations, les quantités, les délais et le lieu d'exécution.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 15 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution.

Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande. Les marchés subséquents conclus sur la base du présent marché seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation du marché. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de prestation seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 13 et 25.1 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 12 du présent CCAP.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG-TIC applicables dans leur intégralité au titulaire ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

ARTICLE 18 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC et à l'annexe n°1 du CCTP, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en œuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le titulaire s'engage également à assister le pouvoir

adjudicateur dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des personnes concernées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations en matière de protection des données personnelles.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC applicables dans leur intégralité au titulaire ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

ARTICLE 19 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du Chapitre 7 du CCAG-TIC s'appliquent.

ARTICLE 20 – CODES SOURCES

Le titulaire est tenu de fournir l'intégralité des codes sources du site internet ainsi que la totalité des codes sources des différentes mises à jour et patch.

Les dispositions du Chapitre 6 du CCAG-TIC s'appliquent.

ARTICLE 21 – MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE

Le titulaire est tenu dans le cadre de la réalisation des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande à une maintenance préventive et corrective et ce jusqu'à la fin du marché.

La maintenance préventive comprend les mesures d'entretien à exécuter par le titulaire pour éviter la survenance d'anomalies.

La maintenance préventive sera engagée à l'issue de la réception des prestations.

La maintenance corrective recouvre la correction des dysfonctionnements et anomalies, s'il y a lieu, constatés et signalés par le représentant de l'acheteur au titulaire ainsi que la remise en état de fonctionnement après intervention.

La maintenance corrective prendra effet à l'issue de la période de garantie.

La maintenance corrective comprend les mesures à exécuter par le titulaire pour corriger les anomalies afin d'assurer le maintien en conditions opérationnelles de l'ensemble des fonctionnalités du site internet. Elle renvoie à la notion d'anomalie conformément à l'article 8 du CCTP.

ARTICLE 22 – MAINTENANCE EVOLUTIVE

La maintenance évolutive fera l'objet de bons de commande émis en fonction des besoins. Le prestataire assurera les évolutions des modules techniques qu'il aura mis en œuvre pour le fonctionnement du site.

Elle a pour objet de faire évoluer ou adapter une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

ARTICLE 23 – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les dispositions du Chapitre 5 du CCAG-TIC s'appliquent.

23.1 Vérifications Quantitatives

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions de l'article 31 du CCAG TIC.

23.2 Vérifications Qualitatives

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions de l'article 32 du CCAG TIC.

23.3 Vérifications Aptitude (VA)

La Vérification d'Aptitude intervient dès la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP.

23.4 Vérifications de Service Régulier (VSR)

La Vérification de Service Régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de Vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois en cas d'ajournement ou de rejet des prestations à l'issue de la vérification d'aptitude et/ou de la vérification de service régulier, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour satisfaire aux obligations du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 24 – GARANTIES

Conformément l'article 36 du CCAG TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ de la mise en œuvre de la garantie est la date de notification de la décision de réception.

ARTICLE 25 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à la date de sa notification.

25.1 – Résiliation pour faute

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 50.2 du CCAG TIC.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG-TIC.

Elle prendra effet, conformément à l'article 47 du CCAG -TIC à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC.

25.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 26 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 54 du CCAG TIC s'appliquent.

ARTICLE 27 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 28 – DISPOSITIONS DIVERSES

28.1 – Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

28.2 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

28.3 – Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

28.4 – Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

28.5 - Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG-TIC.

28.6 – Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 29 : CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent marché.

Elle porte sur :

29.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles,
- cession de contrat pour tout motif notamment en cas de remplacement d'un ou plusieurs membres du groupement.

La proposition de remplacement doit être préalablement acceptées par l'ensemble des membres du groupement, y compris le membre remplacé.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

29.2 – Conditions d'exécution

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- modification de l'organisation de la mission,
- prolongation de la durée du projet européen sur demande des partenaires et validée par l'Autorité de Gestion du Programme.

ARTICLE 30 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

ARTICLE 31 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 32 – DEROGATIONS AU CCAG TIC

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG - TIC. A titre non limitatif, les dérogations aux CCAG-TIC explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

Articles	CCAP	CCAG TIC
Pièces contractuelles	2	4.1
Variation de prix	5	10.1
Pénalités	12	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Clause pénale	13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Dérogations	32	1.2